

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

22 février 2011

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à l'aide fournie par la Belgique
en vue de porter à 30 % l'objectif
européen de réduction des émissions
de gaz à effet de serre d'ici 2020**

(déposée par
M. Kristof Calvo et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

22 februari 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de steun van België
aan het optrekken van de Europese
reductiedoelstelling tot 30 % minder
broeikasgassen tegen 2020**

(ingediend door
de heer Kristof Calvo c.s.)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants		Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	
Commandes:		Bestellingen:	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

En décembre 2008, le paquet énergie-climat de l'Union européenne a été approuvé. L'objectif poursuivi était le suivant: 20 % d'économie d'énergie, 20 % d'énergie renouvelable et une réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre, d'ici 2020 par rapport à 1990. Cela signifie, pour notre pays, que l'émission de gaz à effet de serre occasionnée par des secteurs qui ne relèvent pas du système européen d'échange de quotas d'émission (UE-ETS) devra diminuer de 15 % d'ici 2020 (année de référence 2005). En 2020, l'énergie que nous consommerons devra provenir pour 13 % de sources d'énergie renouvelable.

Ces objectifs de l'UE constituent le minimum absolu, ce qui était déjà évident lors de l'approbation du paquet climat de l'UE en 2008. Le GIEC, groupe d'experts intergouvernemental pour l'étude du changement climatique créé au sein des Nations Unies, affirme dans son quatrième rapport d'évaluation (1997) que des réductions de l'ordre de 25 à 40 % seront nécessaires d'ici 2020 dans les pays industrialisés¹. Lors de la dernière conférence des Nations Unies sur le climat organisée à Cancun, ces recommandations du GIEC ont été acceptées formellement comme étant souhaitables et nécessaires pour la future politique climatique internationale.

Toutefois, l'UE est pour l'heure uniquement disposée à porter l'objectif de réduction à 30 % si les autres pays industrialisés s'y engagent également dans le cadre d'un accord global. Cette conditionnalité est de plus en plus remise en question. Le renforcement des ambitions climatiques de l'UE ne doit pas uniquement être motivé par le souci de limiter le changement climatique ou d'encourager les autres pays industrialisés à revoir leurs ambitions climatiques à la hausse: il y a de plus en plus d'arguments supplémentaires qui plaident en faveur d'une ambition climatique européenne revue à la hausse.

Des chiffres récents de l'Agence européenne pour l'environnement révèlent que l'Europe émet déjà aujourd'hui 17 % de CO₂ en moins qu'en 1990. L'objectif des 30 % se rapproche de plus en plus; l'objectif des 20 % peut donc encore difficilement être considéré comme ambitieux. Dans l'intervalle, il est de plus en plus évident que seul le renforcement des objectifs climatiques permettra les innovations nécessaires, des

¹ Contribution du Groupe de travail III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Résumé technique, p. 39 et 90, 2007.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In december 2008 werd het klimaat- en energiepakket van de Europese Unie goedgekeurd, met als doelstelling: 20 % energiebesparing, 20 % hernieuwbare energie, 20 % minder uitstoot van broeikasgassen tegen 2020 ten opzichte van 1990. Voor België betekent dit dat de uitstoot van broeikasgassen van sectoren die niet onder het Europees emissiehandelssysteem (EU-ETS) vallen tegen 2020 met 15 % moet dalen (referentiejaar 2005). In 2020 moet 13 % van ons energieverbruik uit hernieuwbare energie komen.

Deze EU-doelstellingen zijn het absolute minimum, dat was bij de goedkeuring van het EU-klimaatpakket in 2008 al duidelijk. Het klimaatpanel van de VN, het IPCC, stelde in haar *Fourth Assessment Report* (1997) dat tegen 2020 reducties nodig zijn van 25-40 % in industrielanden¹. Op de laatste VN-klimaatconferentie in Cancun werden die aanbevelingen van het IPCC formeel aanvaard als wenselijk en noodzakelijk voor het toekomstig internationaal klimaatbeleid.

De EU is voorlopig echter enkel bereid de reductiedoelstelling op te trekken tot 30 % indien andere industrielanden zich daar eveneens toe verbinden in een globale overeenkomst. Deze voorwaardelijkheid wordt nu meer en meer vraag gesteld. De klimaatambities van de EU moeten niet alleen worden verhoogd om de klimaatverandering binnen de perken te houden of om andere industrielanden aan te zetten tot meer klimaatambitie, er duiken ook steeds meer extra argumenten op voor grotere Europese klimaatambitie.

Uit recente cijfers van het Europees milieuagentschap blijkt dat Europa nu al 17 % minder CO₂ uitstoot dan in 1990. De 30 %-doelstelling komt dus meer en meer binnen handbereik en de 20 %-doelstelling kan je dus nog moeilijk beschouwen als ambitieus. Ondertussen is ook meer en meer duidelijk dat enkel aangescherpte klimaatdoelstellingen kunnen leiden tot de noodzakelijke innovatie, technologische vernieuwing en groene

¹ Contribution of Working Group III to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, Technical Summary, pagina 39 en 90, 2007.

avancées technologiques et la création d'emplois verts. En d'autres termes, l'UE même peut tirer un avantage économique du renforcement des objectifs de réduction.

En mai 2010, la Commission européenne a déclaré qu'une augmentation de l'objectif à 30 % lui semblait praticable, tant sur le plan financier que sur le plan technique. À la suite de la crise économique, le montant des coûts estimés afférents à la réalisation de l'actuel objectif des 20 % avait été revu à la baisse (48 milliards d'euros par an jusqu'à 2020). Lorsque le paquet 20-20-20 a été approuvé, les estimations étaient encore de l'ordre de 70 milliards d'euros.

L'étude *Acting now for better health: A 30 % target for EU climate policy*² a évalué les bénéfices pour la santé d'une politique climatique européenne plus ambitieuse. Si cette politique vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, il y aura aussi moins d'émissions d'autres polluants atmosphériques, ce qui permettra, à son tour, de réduire le nombre de maladies respiratoires et de maladies cardiovasculaires. Un relèvement de l'objectif de réduction de 20 à 30 % d'ici 2020 permettrait à l'UE dans son ensemble de réaliser annuellement, à partir de 2020, une économie de 10,5 à 30,5 milliards d'euros en soins de santé. L'étude a aussi calculé les bénéfices en termes de santé pour chaque État membre. À partir de 2020, la Belgique pourrait réduire ses frais de soins de santé d'un montant de 320 à 923 millions d'euros par an.

Il y a dès lors de plus en plus de partisans d'un renforcement des objectifs climatiques de l'UE. Dans un appel conjoint lancé en juillet 2010 dans le *Financial Times*, les ministres de l'Environnement anglais, allemand et français avaient ainsi déjà plaidé pour que l'objectif de réduction soit porté à 30 %. Des poids lourds de l'industrie européenne ont lancé un appel conjoint similaire. Dans une lettre, également publiée dans le *Financial Times*, des CEO et des membres des conseils d'administration de, notamment, Asda, Barilla, Deutsche Telecom et Vodafone ont, eux aussi, demandé un relèvement de l'objectif formulé. Selon eux, l'Europe doit relever le défi et assurer, avec le concours de l'industrie, le passage à une économie pauvre en carbone.

Fin septembre 2010, le Danemark s'est aussi positionné clairement en faveur d'un objectif de 30 %. La ministre du Climat et de l'Environnement, Mme Lykke Friis, a expliqué pourquoi dans un communiqué de presse:

"Il est dans le propre intérêt de l'UE d'augmenter ses ambitions dans le domaine climatique. Un tel relèvement est naturellement motivé en grande partie par

² Health and Environment Alliance (HEAL) et Health Care Without Harm Europe, septembre 2010.

jobs. Hogere reductiedoelstellingen kunnen met andere woorden de EU zelf economische voordelen opleveren.

In mei 2010 heeft de Europese Commissie een mededeling gedaan die een verhoging van de doelstelling naar 30 % haalbaar acht, zowel financieel als technisch. Als gevolg van de economische crisis zijn de geschatte kosten voor het bereiken van de huidige 20 %-doelstelling gedaald tot 48 miljard euro per jaar tot 2020. Toen het 20-20-20 pakket werd goedgekeurd zaten de ramingen hiervoor nog rond 70 miljard euro.

De studie *Acting now for better health: A 30 % target for EU climate policy*² schatte de gezondheidsvoordelen van een ambitieuzer Europees klimaatbeleid. Als dit beleid richt op minder uitstoot van broeikasgas is er ook minder uitstoot van andere luchtvervuilende stoffen wat op zijn beurt zorgt voor minder ademhalingsziektes en hart- en vaatziekten. Met een verhoging van de reductiedoelstelling van twintig naar dertig procent voor 2020 kan de EU in haar geheel vanaf 2020 jaarlijks tussen de 10,5 en 30,5 miljard euro gezondheidskosten uitsparen. De studie berekende ook de gezondheidsvoordelen voor elke lidstaat. België kan vanaf 2020 per jaar tussen de 320 en 923 miljoen euro korten op gezondheidskosten.

Er is dan ook meer en meer steun voor een aanscherping van de EU-klimaatdoelstellingen. Zo pleitten de milieuministers van het Verenigd Koninkrijk, Duitsland en Frankrijk reeds in juli 2010 in een gezamenlijke oproep in de *Financial Times* om op te schuiven naar een 30 %-reductiedoelstelling. Zwaargewichten van de Europese industrie deden een gelijkaardige oproep. In een brief, eveneens in de *Financial Times*, vroegen ook CEO's en bestuursleden van ondermeer Asda, Barilla, Deutsche Telecom en Vodafone om de geformuleerde doelstelling te verhogen. Europa moet volgens hen de uitdaging aangaan en samen met de industrie de omslag bewerkstelligen naar een koolstofarme economie.

Eind september 2010 sprak Denemarken zich ook duidelijk uit voor een 30 %-doelstelling. De minister voor Klimaat en Energie Lykke Friis legt in een persbericht uit waarom:

"Het is in het belang van de EU zelf om de ambities te verhogen op vlak van het klimaat. Een groot deel van de motivatie heeft natuurlijk te maken met

² Health and Environment Alliance (HEAL) en Health Care Without Harm Europe, september 2010.

des considérations climatologiques et notre faculté à atteindre les objectifs à long terme fixés. Mais il est également important en vue de garantir l'avenir de notre approvisionnement en énergie et de positionner favorablement l'UE dans la course mondiale à l'énergie verte. L'UE risque en effet d'être rattrapée par les États-Unis et la Chine si nous ne consentons pas un effort important afin de passer à des technologies d'énergie verte.”

Lors du sommet sur le climat de Cancun, la ministre espagnole de l'Environnement, Mme Rosa Aguila, s'est également dite favorable à un objectif de réduction de 30 % pour l'UE. Pourtant, il n'a pas encore été possible d'arriver à un consensus lors du Conseil Environnement du 14 octobre 2010. La décision sur la question a été reportée à la réunion du Conseil européen du printemps 2011.

En attendant, le Parlement européen fait monter la pression. Le 25 novembre, il a adopté une résolution à l'occasion du sommet sur le climat organisé à Cancun. Le Parlement européen:

“réaffirme la nécessité d'adopter un objectif de réduction de 30 % des émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne d'ici 2020 par rapport au niveau de 1990, dans l'intérêt de la future croissance économique de l'Union; se félicite de la communication de la Commission et de son analyse des mesures nécessaires pour atteindre 30 % de réduction; soutient l'idée, exprimée dans la communication, qu'indépendamment du résultat des négociations internationales, il est dans l'intérêt de l'Union européenne de poursuivre l'objectif d'une réduction des émissions supérieure à 20 % car cela renforcera à la fois les emplois verts, la croissance et la sécurité”.

La Belgique n'a, à ce jour, pris encore aucune position officielle en la matière. Certes, en réponse à une question parlementaire, le ministre fédéral du Climat, P. Magnette, a plaidé en faveur d'un renforcement de l'objectif de réduction des émissions d'ici 2020:

“C'est dans ce contexte que la question d'une augmentation à 30 % de l'objectif de réduction des émissions doit être posée: celle-ci doit non seulement permettre d'engranger tous ces bénéfices, y compris ceux que vous mentionnez en matière de santé, mais elle doit également nous aider à gagner la véritable course à l'innovation et aux technologies vertes engagée avec la Chine, l'Inde et les autres pays émergents.

klimaatoverwegingen en ons vermogen om de gestelde langetermijndoelstellingen te halen. Maar dit is ook een kwestie van het veiligstellen van de toekomst van onze energievoorziening, alsmede om de EU in een gunstige positie te stellen in de wereldwijde race naar “Go Green”. De EU dreigt ingehaald te worden door de VS en China als we niet een grote inspanning leveren om over te schakelen op groene energie technologieën.”.

Tijdens de klimaattop in Cancun, sprak ook de Spaanse minister voor Leefmilieu Rosa Aguila zich uit voor een EU-reductiedoelstelling van 30 %. Toch kon op de Leefmilieuraad van 14 oktober 2010 nog geen consensus worden bereikt. Een beslissing hierover werd verschoven naar de voorjaarsbijeenkomst 2011 van de Europese Raad.

Het Europees Parlement voert alvast de druk op. Op 25 november keurde het Europees Parlement een resolutie goed naar aanleiding van de klimaatop in Cancun. Het Europees Parlement:

“wijst eens te meer op de noodzaak tot vaststelling voor de Europese Unie van een broeikasgasreductiedoelstelling van 30 % tegen 2020, ter wille van de toekomstige economische groei van de Europese Unie; is ingenomen met de mededeling van de Commissie en haar analyses omtrent de inspanningen die moeten worden geleverd om een emissiereductie van 30 % te bereiken; steunt de in de mededeling verwoorde gedachte dat het — onafhankelijk van het resultaat van de internationale onderhandelingen — in het belang van de EU is om te streven naar een emissiereductiedoelstelling van meer dan 20 %, aangezien dit tegelijkertijd zal leiden tot meer groene banen, groei en veiligheid”.

België heeft tot nog toe geen officieel standpunt ingenomen. Wel pleitte federaal minister van Klimaat Magnette naar aanleiding van een parlementaire vraag voor een versterkte Europese reductiedoelstelling tegen 2020:

“In die context moet de vraag tot een verhoging van de emissiedoelstelling tot 30 % worden gesteld. Die opstap laat immers niet enkel toe om de eerder vermelde voordelen te kunnen benutten, met inbegrip van de gezondheidsvoordelen die u vermeld hebt, maar kan ons ook helpen om de race voor het koploperschap inzake innovatie en de inzet van groene technologieën te winnen van China, India en andere opkomende

Dans ce sens, je plaide en faveur d'un renforcement européen de l'objectif de réduction des émissions à l'horizon 2020."³.

Enfin, nous nous référons également à l'engagement pris par le gouvernement wallon dans le cadre de son accord de gouvernement:

*"Le Gouvernement wallon s'engage à poursuivre, dans la dynamique initiée par le Plan Air-Climat et le Plan pour la maîtrise durable de l'énergie, une stratégie qui permette de réduire nos émissions de 30 % d'ici 2020 et de 80 à 95 % d'ici 2050. Cela doit s'inscrire, de façon concertée, dans une approche belge et européenne."*⁴.

landen. In die zin pleit ik voor een versterkte Europese reductiedoelstelling tegen 2020."³.

We willen ten slotte ook verwijzen naar het engagement dat de Waalse regering heeft opgenomen in haar regeerakkoord:

*"Le Gouvernement wallon s'engage à poursuivre, dans la dynamique initiée par le Plan Air-Climat et le Plan pour la maîtrise durable de l'énergie, une stratégie qui permette de réduire nos émissions de 30 % d'ici 2020 et de 80 à 95 % d'ici 2050. Cela doit s'inscrire, de façon concertée, dans une approche belge et européenne."*⁴.

Kristof CALVO (Ecolo-Groen!)
Eric JADOT (Ecolo-Groen!)
Bruno TOBBACK (sp.a)
David CLARINVAL (MR)
Willem-Frederik SCHILTZ (Open Vld)

³ Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les positions belge et européenne à l'approche de la conférence climatique des Nations Unies à Cancún" (CRIV 53 COM 004 – 19/10/2010).

⁴ Déclaration de politique régionale wallonne 2009-2014.

³ Antwoord van minister Magnette op de vraag van Kristof Calvo, over de "Belgische en Europese positie in de aanloop naar de VN-klimaatconferentie in Cancun" (CRIV 53 COM 004 – 19/10/2010).

⁴ Déclaration de politique régionale wallonne 2009-2014.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu le paquet énergie-climat de l'UE du 17 décembre 2008, qui fixait un objectif de réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre en 2020 par rapport à 1990;

B. considérant que les pays industrialisés doivent accroître leurs réductions de gaz à effet de serre d'ici 2020 pour contenir les changements climatiques;

C. considérant que selon des statistiques récentes de l'Agence européenne pour l'environnement, l'Europe a d'ores et déjà réduit ses émissions de CO₂ de 17 % par rapport à 1990;

D. considérant qu'il est également dans l'intérêt de l'Union européenne même d'accroître ses ambitions en matière de climat, car cela se traduit notamment par des innovations technologiques, davantage d'emplois verts et des bénéfices pour la santé;

E. considérant qu'au printemps 2011, la question du relèvement des objectifs de réduction figurera à nouveau à l'agenda du Conseil Environnement de l'Union européenne et du Conseil européen;

F. vu le plaidoyer de pays comme la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Danemark en vue d'accroître les objectifs européens en matière de climat;

G. considérant que la Belgique n'a pas encore adopté, ni communiqué de point de vue officiel quant à l'objectif de réduction de 30 %;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de se prononcer clairement pour un renforcement des ambitions de l'Union européenne en matière de climat et pour la fixation d'un objectif unilatéral de réduction d'ici 2020 afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30 % par rapport à 1990;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gezien het EU-klimaat- en energiepakket van 17 december 2008, dat een doelstelling van 20 % minder uitstoot van broeikasgassen tegen 2020 ten opzichte van 1990 bepaalde;

B. omdat de industrielanden grotere broeikasgas-reducties moeten verwezenlijken tegen 2020 om de klimaatverandering binnen de perken te houden;

C. omdat uit recente cijfers van het Europees milieuagentschap blijkt dat Europa nu al 17 % minder CO₂ uitstoot dan in 1990;

D. omdat het optrekken van de Europese klimaatambities ook in het voordeel is van de EU zelf, omdat dit ondermeer leidt tot technologische vernieuwing, meer groene jobs en gezondheidsvoordelen;

E. gezien in de lente van 2011 de kwestie van hogere reductiedoelstellingen opnieuw op de agenda komt van de EU-milieuraad en de Europese Raad;

F. gelet op het pleidooi van ondermeer Frankrijk, Spanje, Groot-Brittannië, Duitsland en Denemarken om de Europese klimaatdoelstellingen aan te scherpen;

G. omdat België nog geen officieel standpunt heeft ingenomen en meegedeeld omtrent de 30 %-reductiedoelstelling;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. zich duidelijk uit te spreken voor een aanscherping van de klimaatambities van de EU en voor de vastlegging van een unilaterale reductiedoelstelling voor 2020 om ten opzichte van 1990 de broeikasgassen met 30 % te verminderen;

2. de s'engager pleinement, par le biais d'une concertation avec les Régions, pour que le soutien à l'objectif de réduction de 30 % se traduise également dans la position qu'adoptera la Belgique lors des futurs Conseils Environnement de l'UE et lors du Conseil européen.

3 février 2011

2. zich via overleg met de Gewesten ten volle in te zetten opdat de steun voor een 30 %-reductiedoelstelling zich ook zou vertalen in het Belgisch standpunt tijdens de toekomstige EU-milieuraden en de Europese Raad.

3 februari 2011

Kristof CALVO (Ecolo-Groen!)
Eric JADOT (Ecolo-Groen!)
Bruno TOBBACK (sp.a)
David CLARINVAL (MR)
Willem-Frederik SCHILTZ (Open Vld)